

L'aggravation de la crise socio-politique et militaire oblige les acteurs de la vie politique et sociale à rechercher une réponse adéquate et rapide qui éviterait au Tchad de basculer dans une situation de guerre généralisée aux conséquences incalculables pour les populations civiles.

Le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation, réseau d'organisations de la société civile, estime urgent que l'ensemble des acteurs tchadiens s'entendent sur la nécessité d'aboutir à une sortie de crise négociée qui sera soutenue par la population et accompagnée par les partenaires internationaux.

Depuis les élections de mai 2006, la situation politique, militaire et socio-économique tchadienne est contrastée :

Sur le plan politique

- La réélection du Président Idriss Déby Itno ;
- L'organisation du dialogue politique pour le renforcement du processus démocratique du 28 juillet au 2 août 2006 ;
- La reprise des relations diplomatiques avec le Soudan et la Chine Populaire ;
- L'accalmie relative observée par les rebelles ;
- La multiplication des foyers de tensions ;
- L'alliance tacite avec la société civile autour de la question de la renégociation des contrats pétrole ;
- La reprise des affrontements armés entre les forces gouvernementales et les rebellions à l'Est et au Sud-Est du pays ;
- Les tentatives de coups d'état et d'assassinats sur la personne du Président Idriss Déby Itno ;
- Des défections successives au sein du cercle rapproché du Président et de l'armée ;
- Le risque de déstabilisation sous-régionale en particulier la RCA ;
- La persistance de la crise entre le Tchad et le Soudan en lien avec la crise du Darfour ;
- Les allées-retours des mécontents civils et/ou militaires, des alliances opportunistes...
- Le soutien politique et militaire de la France ;

Sur le plan socio-économique

- La paupérisation croissante de la population ;
- L'apaisement du climat social interne par des promesses d'augmentation et de régularité des salaires et d'un discours politique alléchant ;
- La renégociation des contrats avec le consortium et le paiement des impôts dus par Exxon et Petronas ;
- L'absence de bonne gouvernance politique et économique
- La perception de la Communauté Internationale par les populations comme une caution et un soutien à un pouvoir promoteur pas la réduction de la pauvreté ;

Sur le plan sécuritaire

- L'insécurité qui perdure dans les villes et les campagnes
- L'exacerbation des conflits intercommunautaires et agriculteurs –éleveurs ;
- Les représailles sur les populations civiles par les forces gouvernementales et les rebellions
- Les enlèvements, disparitions, arrestations arbitraires et les violences policières sur les citoyens ;

Des élections qui n'ont pas apporté de réponse adéquate à la crise politique

- Les élections du 3 mai 2006 ont maintenu le Président Idriss Déby Itno à la présidence de la république ; cependant la non participation des principaux partis de l'opposition et le faible taux réel de participation font qu'elles n'ont pas été un facteur d'apaisement politique et social. L'impasse politique s'aggrave, les acteurs ne se parlent plus, chacun semble se retrancher sur ses positions. Le gouvernement avance avec ses alliés dans sa démarche avec le soutien de la France ;

Un dialogue politique incomplet et insuffisant

- Le dialogue pour le renforcement démocratique a prouvé la volonté du uvoir d'utiliser le dialogue comme arme de combat pour la paix ; cependant la non participation de la CPDC, du Far, du Pap/Js et d'autres partis indépendants ainsi que la prise en compte des seules questions électorales et des questions liées aux partis politiques le rendent insuffisant et incomplet et oblige donc à la recherche d'un large compromis en faveur de la paix ;

Désaffection populaire

- La faible participation des populations à la dernière élection traduit une réponse à un pouvoir qui s'éloigne de plus en plus de leurs aspirations légitimes ;

Risque d'embrassement

- La situation sécuritaire reste toujours précaire voire grave et augmente le risque d'embrassement du pays.

Manque de volonté et d'engagement de la Communauté Internationale

- Il n'existe ni d'engagement ni de volonté réelle de la communauté internationale en faveur d'un processus de paix durable au Tchad. Il n'existe pas d'accord politique fort autour d'une proposition pouvant être porteuse de garanties d'application en vue d'une paix durable.

Faiblesse de la proposition de l'Union Européenne

- La proposition soutenue par la communauté internationale d'organiser les élections communales et législatives en l'absence d'un accord politique fort à la base ne présente pas de garantie minimale pour un apaisement politique en faveur de la paix ni pour une sortie effective de la crise.

La stabilité repose sur le Président de la République

- La fameuse stabilité du pays et de la sous-région repose de plus en plus sur le Président Idriss Déby Itno supposé tenir l'équilibre minimum. Cette approche fragilise dangereusement la cohésion nationale et augmente les risques d'embrassement du pays.

Aujourd'hui le constat est **qu'il n'y a pas de projet de résolution de crise crédible** présentée aux tchadiens ni par leur gouvernement ni par la communauté internationale. La **crise de confiance** perdure entre les acteurs politiques et le pouvoir, entre les acteurs politiques eux-mêmes, entre les acteurs politiques et la population.

RECOMMANDATIONS POUR UNE SORTIE DE CRISE

CSAPR – octobre 2006

Les organisations de la société civile regroupées au sein du CSAPR croient toujours que les crises politiques, sociales et militaires peuvent trouver une solution pacifique et durable qui nécessite la bonne volonté de tous les acteurs.

Prenant acte de la réélection du Président Idriss Déby Itno pour un mandat de 5 ans et de sa volonté de rechercher la paix à travers le dialogue politique du 28 juillet au 2 août 2006 et surtout dans le souci de favoriser l'apaisement du climat politique afin de retrouver une paix globale, le CSAPR recommande :

Au Président
de la
République
et
au
gouvernement

- De proclamer unilatéralement un cessez le feu général sur toute l'étendue du territoire national condition sine qua none de la mise en place d'un processus de paix globale et durable ;
- De renouer le contact avec les partis politiques d'opposition n'ayant pas pris part au dialogue politique ;
- De reconsidérer le processus de légalisation des recommandations issues du dialogue politique du 28 juillet 2006 et de rouvrir le dialogue politique avec tous les acteurs de la vie publique présents au Tchad. Il s'agit d'obtenir l'adhésion des absents aux résolutions adoptées lors du dialogue du 28 juillet. et au besoin de les améliorer en vue de préparer sereinement les élections communales et législatives ;
- En tant que chef de l'Etat et dans un élan de nationalisme d'appeler les partis d'opposition absents ainsi que la société civile et les représentants des confessions religieuses à un dialogue qui traiterait des questions électorales, sécuritaires et de réconciliation nationale populaire
- De respecter les accords de Tripoli de 2006 dans le cadre du règlement de la crise entre le Tchad et le Soudan ;

Aux partis
politiques de
l'opposition
démocratiques
n'ayant pas pris
part au
dialogue
politique du 28
juillet 2006

- De reconsidérer leur position au regard du contexte politique actuel ;
- De prendre acte de la réélection du Président Idriss Déby Itno pour 5 ans
- De considérer l'exécutif comme un interlocuteur légal dans cette recherche de la paix ;
- De rétablir le contact avec l'exécutif ;
- D'examiner les résolutions issues du dialogue politique du 28 juillet afin d'en débattre avec les autres acteurs au cours du dialogue politique interne ;
- D'accepter de participer au dialogue politique interne dans un esprit de nationalisme pour décrier le climat politique ;
- D'accepter le principe de la participation aux élections futures dont les conditions vont être discutées et mises en place.

Aux politico-
armés

- D'observer le cessez le feu général condition sine qua none de la mise en place d'un processus de paix
- D'exprimer publiquement leur volonté de cesser la lutte armée au profit de revendications politiques légales
- De rendre publiques leurs revendications politiques et le projet de société qui fait l'objet de leur lutte armée
- D'exprimer publiquement la volonté de participer à une rencontre de réconciliation.

A l'Assemblée
Nationale

- De définir la question de la recherche de la paix globale comme priorité nationale
- D'interpeller l'exécutif sur son engagement dans le règlement des crises politiques, militaires et sociales

Au Médiateur
National

- D'user de ses prérogatives pour amener les différentes parties à s'asseoir autour d'une table de négociation globale
- De prendre l'initiative d'une rencontre préparatoire avec les acteurs de la société civile

Aux partenaires internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les propositions des acteurs nationaux dans la définition d'un processus de paix au Tchad • Contribuer à l'observation du cessez le feu général entre les belligérants • S'engager dans un cadre multilatéral pour éviter les conflits d'intérêts entre le Tchad et un autre pays
A l'Union Africaine	<ul style="list-style-type: none"> • De rester saisie de la question tchadienne et de s'impliquer activement dans tout processus de paix mis en place au Tchad • De mener un plaidoyer auprès des Nations Unies pour l'inscription de la question de paix au Tchad sur leur agenda
A l'Organisation des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> • De prendre ses responsabilités à travers une initiative qui aboutira à la mise en place d'une feuille de route, d'un agenda de sortie de crise globale et durable avec des garanties internationales qui comprendrait entre autres : <ul style="list-style-type: none"> - mandat pour des négociations avec les mouvements politico-armés en collaboration avec le Médiateur National ; - mise en place d'un processus politique pour l'apaisement du climat politique et social ; - mise en place d'un dispositif de réforme du secteur sécuritaire (SSR) et d'un processus Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR) en tenant compte des expériences passées • De participer à un mécanisme de suivi des accords et résolutions pris dans le cadre d'un processus de paix
A l'Union Européenne	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre sous conditionnalités tout soutien financier et technique au gouvernement tchadien (par exemple mesures concrètes d'amélioration du processus démocratique et de la gouvernance (économique et politique) en relation avec la recherche de la paix) ; • De financer dans le cadre multilatéral le processus de paix et spécialement le mécanisme de suivi ;
A la France	<ul style="list-style-type: none"> • D'adapter son analyse de la situation socio-politique et militaire du Tchad à l'émergence d'une solution politique adéquate aux enjeux tchadiens ; • De soutenir le processus de paix • D'intégrer le dispositif Epervier à une force internationale de sécurisation de ce processus de paix ; • D'organiser une rencontre des partenaires internationaux et des sociétés civiles souhaitant s'engager pour la paix au Tchad pour discuter de l'engagement de chacun dans un processus de sortie de crise.
Aux Etats-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • De réitérer leur appel à l'ouverture d'un dialogue incluant tous les acteurs pour une résolution politique de la crise • De considérer les enjeux tchadiens pour fonder leur engagement dans la recherche de la paix au Tchad • De mener un plaidoyer auprès des Nations-Unies pour l'inscription de la question de paix tchadienne à son agenda ; • De soutenir le processus de paix mis en œuvre au Tchad
A la Libye	<ul style="list-style-type: none"> • De contribuer à la mise en place d'un processus de paix au Tchad ; • Accompagner la mise en œuvre des accords de Tripoli 2006 signés entre le Tchad et le Soudan ;
Au Soudan	<ul style="list-style-type: none"> • De respecter les accords de Tripoli de 2006 • De contribuer à la mise en place d'un processus de paix au Tchad

Tout en renouvelant ses positions à savoir :

- La reconnaissance du Président Idriss Déby Itno comme acteur principal dans la recherche d'une paix véritable ;
- Le rejet de toute forme de prise de pouvoir par les armes et de la confiscation du pouvoir par la force ;
- La prise en compte de tous les acteurs dans un processus de dialogue national global comme moyen d'arriver à une paix durable

Le CSAPR propose :

- la réouverture du dialogue politique avec tous les acteurs intérieurs sur les questions électorales, sécuritaires et de réconciliation nationale populaire
- l'organisation d'une table de négociations regroupant l'opposition politico-militaire sous l'égide d'un médiateur dans un pays neutre
- l'organisation d'une rencontre de tous les acteurs à N'djamena pour finaliser les accords et définir l'agenda politique de sortie de crise

Néanmoins, certains préalables restent indispensables à la réussite de ce processus de paix à savoir :

- les déclarations d'intention du gouvernement, des politico-militaires, des partis politiques, de la communauté internationale relativement aux recommandations formulées dans le présent document
- l'observation du cessez-le-feu par tous les belligérants
- la sécurisation par la communauté internationale de l'ensemble du processus et des acteurs y prenant part

L'objectif recherché par le CSAPR est de parvenir à ce que tous les acteurs de la vie politique et publique se retrouvent, se parlent et s'écoutent ***pour s'entendre sur les grandes questions*** essentielles (institutionnelles, sécuritaires et de réconciliation).

Les résultats de ce consensus (bases d'un projet politique/de société global) seront ***consignés dans un Pacte National fort***, dans lequel croiraient tous les acteurs concernés ainsi que la population et qu'accompagneraient les partenaires internationaux dans sa mise en œuvre, son suivi et son contrôle.